



Politique de la main ouverte ... au lieu de la porte fermée. Moments forts de la manifestation du 20 août.

RETOURS FORCES

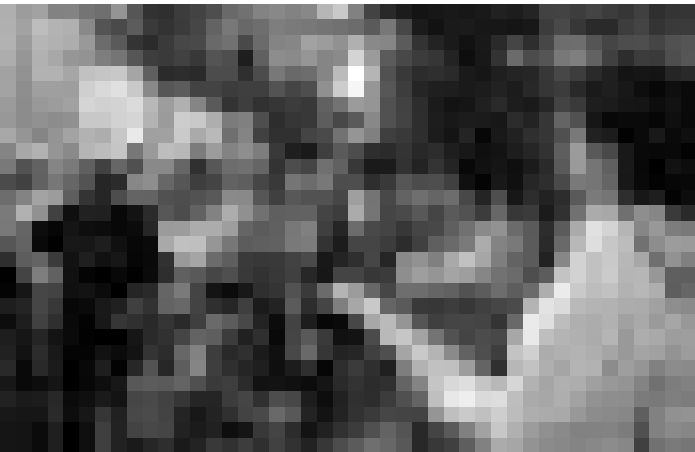
Libertés fondamentales en danger

Suite à la manifestation du 14 août (voir WOXX 602) un membre du Comité pour le respect des réfugiés et contre les retours forcés vient d'être convoqué en vue d'une poursuite judiciaire.

Le "Comité pour le respect des réfugiés et contre les retours forcés" a appris avec stupéfaction que la Police a déclaré illégal le rassemblement spontané devant les bureaux d'accueil à la Galerie Kons le 14 août 2001, sous prétexte que ce rassemblement aurait dû être déclaré d'avance à la commune. Dans ce contexte un membre du comité a même été convoqué

pour interrogatoire en vue d'une poursuite judiciaire. Ceci est d'autant plus grave que ni l'ancien, ni le nouveau règlement de police de la Ville de Luxembourg (cf. article 2), ne prévoit une telle obligation de déclaration préalable pour ce type de manifestation.

Le fait de déclarer illégal ce



rassemblement spontané, constitue une tentative inadmissible de criminaliser celles et ceux qui manifestent contre une politique de refoulement indigne. Cette action policière, suivie d'une action judiciaire, constitue une attaque grave et sans précédent contre la liberté de manifestation et la liberté d'expression au Luxembourg.

Dans cette optique, tout piquet de protestation, tout rassemblement spontané de n'importe quel mouvement social, qui n'obéirait pas aux règlements «fantômes», serait illégal. Il est clair que cette

Frieden vs Comité

Un dialogue en différé

Als Grundsatz gilt, dass derjenige der tatsächlich politisch verfolgt und schutzbedürftig ist, als Flüchtling in Luxemburg anerkannt wird.

Avec un taux de reconnaissance dérisoire de 0,9% (année 1999), vous avez pratiquement réussi à introduire le "statut zéro". (...) Ainsi le refoulement forcé d'une famille albanaise le 2 août était contraire à une telle application pleine et inclusive' de la convention de Genève.

Die Polizei führt diese schwierige Aufgabe (Abschiebungen) im Respekt der Menschenwürde durch. Härtere Einsätze können nur dann vermieden werden, wenn auch die Betroffenen ihren Beitrag zum menschenwürdigen Ablauf der Rückführung leisten.

S'il est vrai (...) que des "opérations dures" ("härtere Einsätze") sont inévitables aussi longtemps que les réfugiés déboutés ne collaborent pas à leur refoulement, alors raison de plus d'arrêter de suite ces opérations "pénibles et douloureuses".

Dort, wo die freiwillige und unterstützte Rückkehr verweigert wird, sind sie jedoch unumgänglich, wenn Asylverfahren oder Einwanderungsgesetze überhaupt Sinn machen sollen.

(...) il conviendra aussi, dans une politique à long terme, de voir plus en avant, en amont et d'accepter qu'en raison des déséquilibres économiques et démographiques mondiaux la maîtrise des flux est illusoire si elle entend se traduire par la fermeture des frontières. [d'après Jean-Yves Carlier]

Luxembourg se veut une forteresse vis-à-vis de la misère humaine alors que les capitaux peuvent circuler librement, y compris l'argent sale des responsables de la pauvreté et de la misère de diverses parties du monde.

En italique: extraits d'une lettre ouverte du Ministre de la Justice;
en caractère normaux: extrait d'une lettre ouverte du "Comité pour le respect des réfugiés et contre les retours forcés" qui a été remise lors de la manifestation du lundi 20 août au responsables du ministère de la justice.

tours forcés appelle toute organisation démocratique, les syndicats, partis politiques, organisations de jeunes, de femmes, d'immigrés et autres, de protester publiquement contre cette mise en question de libertés fondamentales et d'oeuvrer ensemble pour qu'une telle restriction du droit de manifestation, du droit de rassemblement et du droit d'expression ne passe pas. Cette mesure ne réussira pas à intimider les organisations et les personnes privées qui soutiennent les réfugiés et

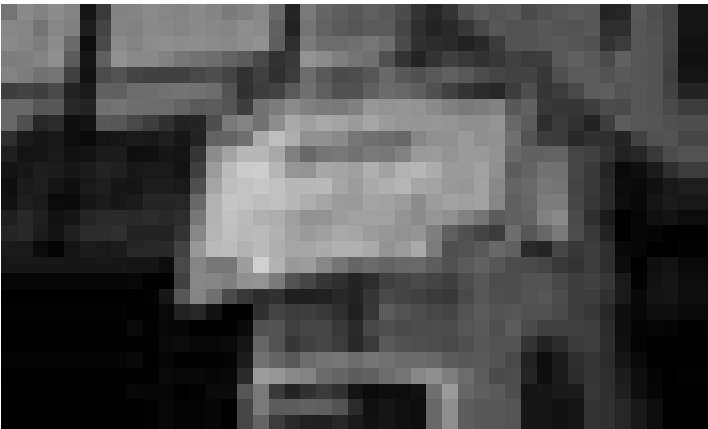
qui protestent contre les retours forcés organisés par le gouvernement.

Comité pour le respect des Réfugiés et contre les retours forcés

façon d'agir est contraire aux lois, contraire à la constitution et contraire aux droits de l'homme.

Il serait intéressant de savoir si cette tentative de restreindre des libertés fondamentales pour cacher des actions de refoulement indigne d'un Etat de droit, émane de la direction de Police même, ou bien s'il y a eu instruction de responsables politiques, pressés de mettre en cause la liberté d'expression et le droit de manifester.

Le Comité pour le respect des réfugiés et contre les re-



Le boulevard Royal qui abrite le ministère de la justice a été rebaptisé à l'occasion.

Avis

Avis Présélection

Le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative envisage le recours à une entreprise spécialisée dans le domaine de la

Communication externe pour le Recrutement pour l'Etat luxembourgeois
Le cahier de présélection peut être retiré à partir du vendredi, 24 août 2001 à

08.00 heures au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, 63, avenue de la Liberté à Luxembourg-Gare. Il peut également être commandé par fax au numéro 26 48 36 16 ou par e-mail auprès de Jacqueline.Betzen@mpf.etat.lu.

Les candidats sont priés de remettre au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative pour

le vendredi, 07 septembre 2001 à 18.00 heures au plus tard leur offre, conformément aux spécifications du cahier de présélection

Le Ministre de la Défense

se propose de recruter par voie de concours sur titre dans la carrière supérieure de l'ingénieur

un universitaire (m/f)

diplômé en informatique pour le compte de l'Armée
Préférence sera donnée au postulant répondant à plusieurs des critères suivants:
- facilités de gestion et d'encadrement d'une équipe,
- connaissances en administration de serveurs Windows NT4,
- connaissances en génie logiciel,
- aptitude à constituer à la planification, l'acquisition,

la configuration et l'interprétation de systèmes informatiques,
- connaissance de bases de données SQL,
- connaissance de réseaux,
- esprit ouvert, créatif, diplomatique et méthodique.
Les candidats de nationalité luxembourgeoise voudront introduire leur demande, accompagnée d'un curriculum vitae, d'une copie du diplôme de fin d'études secondaires

ou d'un diplôme reconnu équivalent ainsi que d'une copie du (des) diplôme(s) universitaire(s) auprès de;
Etat-Major de l'Armée
384-4, rue Goethe
L-1637 Luxembourg
Dernier délai d'acceptation des demandes: 17 septembre 2001.
Pour tout renseignement supplémentaire prière d'appeler le 48 88 36 - 211.